

Acteurs/usagers de la santé pertinents

Instance « Santé » : gouvernance chargée d'accompagner et d'inciter à la prise en compte de la santé tout au long d'une opération d'aménagement. Elle est composée a minima d'un acteur appartenant à la maîtrise d'ouvrage urbaine (bureaux d'études techniques, équipe de maîtrise d'œuvre urbaine, etc.) et d'un acteur du secteur de la santé (représentant d'une instance de santé publique comme l'Agence Régionale de Santé, l'Observatoire Régional de santé, etc.).

Agences Régionales de Santé (ARS)

Établissements publics administratifs de l'État français chargés de la mise en œuvre de la politique de santé dans leur région. Les ARS ont pour but d'assurer un pilotage unifié de la santé en région, de mieux répondre aux besoins de la population et d'accroître l'efficacité du système.

AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne)

Association qui assure un lien direct entre l'agriculteur et le consommateur, permettant au producteur de maintenir son activité et au consommateur d'avoir des produits locaux, frais et de saison.

Approche écosystémique

L'approche par écosystème consiste en une gestion globale des ressources en terres et en eau, de la faune et de la biodiversité qui favorise leur protection et leur utilisation durable de manière équitable sur le long terme. Cette stratégie promeut la protection et l'utilisation durable des terres, de l'eau et des moyens de subsistance de manière équitable. Elle est l'un des principes les plus fondamentaux de la gestion durable.

Approche en coût global

Consiste à prendre en compte l'ensemble des coûts (directs et indirects) liés au cycle de vie d'un « système », comme le projet d'ÉcoQuartier, l'espace public, le bâti, etc.

Approche systémique

Méthode d'analyse d'un système complexe avec un point de vue global. Elle se focalise moins sur la compréhension exhaustive de toutes les composantes du système que sur l'analyse de leurs interactions et de leur fonctionnement entre elles.

Artificialisation des sols

Transformation durable des fonctions écologiques d'un sol par son occupation ou son usage : un sol qui servait d'habitat naturel ou de support de culture est affecté à des fonctions urbaines, bâtementaires ou de transport (habitat, activités, commerces, infrastructures, équipements publics...). Ce changement d'usage s'accompagne d'une transformation de la nature et de la fonctionnalité des sols : imperméabilisation, stabilisation, compactage, etc.

Autopartage/Vélopartage

Autopartage : Un système d'utilisation partagée d'une flotte de véhicules par différents usagers et pour de courtes durées (voitures en libre-service).

Vélopartage : vélos en libre-service mis à disposition gratuite ou non permettant de lever trois freins à la pratique du vélo : le stationnement à domicile, le vol et la maintenance.

Bail Réel Solidaire (BRS)

Le Bail Réel Solidaire est un contrat de longue durée qui unit un Organisme de Foncier Solidaire (OFS) et un preneur. Dispositif concernant un habitat neuf ou ancien, il permet de dissocier le foncier du bâti pour faire baisser le prix des logements afin d'en permettre l'acquisition à des familles aux revenus modestes, grâce à un prêt et à une redevance mensuelle. Le BRS permet à des ménages, sous conditions de plafond de ressources, d'accéder à un logement en-dessous des prix du marché. En contrepartie, ces ménages ne pourront revendre le logement qu'à un prix de cession encadré, inférieur au prix du marché, et à un ménage répondant aux mêmes critères de ressources que ceux auxquels ils étaient soumis.

Bioéconomie

Ensemble des secteurs économiques issus de la production et de la valorisation du vivant. La bioéconomie regroupe l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'agroalimentaire, les produits biosourcés, et géo-sourcés utilisés dans les matériaux ou la chimie, la valorisation des déchets organiques et de l'énergie stockée dans la biomasse. Elle permet d'utiliser au maximum une énergie abondante, renouvelable et gratuite, comme l'énergie solaire.

Biosourcés ou géosourcés

Biosourcés : matériaux partiellement ou totalement issus de la biomasse (bois, chanvre, colza, paille, liège...).

Géosourcés : matériaux issus de ressources d'origine minérale (terre crue ou pierre sèche).

Souvent locaux et peu transformés, voire issus du réemploi ou du recyclage, leur utilisation, comme matériaux de construction notamment, permet de réduire l'empreinte environnementale et de développer les filières économiques du territoire.

Cadre de vie

Concept subjectif permettant de caractériser l'ensemble des attributs d'un espace urbain ou rural. Il fait référence à tout ce qui nous entoure, à l'échelle locale comme les éléments du paysage ou du milieu (climat...), les aménagements, les acteurs culturels, etc.

Circuit court

Forme de vente de produits limitant à un le nombre d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Le circuit court ne garantit pas de proximité physique, pour cela, on parle de circuit de proximité. Circuits courts et de proximité vont souvent de pair.

Il existe plusieurs formes de vente en circuits courts : vente directe entre les producteurs et les consommateurs – marchés paysans, point de vente collectif entre plusieurs producteurs – magasin de producteurs, AMAP.

Conception bioclimatique

Prise en compte dans la conception d'un bâtiment du climat, actuel et à venir, et de l'environnement pour réduire ses besoins énergétiques (chauffage, refroidissement, éclairage notamment) et améliorer sa qualité et sa résistance. Le choix du terrain, l'orientation et la disposition du bâtiment et les matériaux utilisés sont des paramètres à notamment prendre en compte, en fonction de l'exposition solaire, des vents dominants, des écoulements d'eau, etc., dans une conception bioclimatique.

Courte distance

Préconisée par la Commission européenne (livre vert), la ville des courtes distances vise à introduire l'essentiel des services quotidiens à moins de 800 m des logements, des pôles d'échanges ou des parcs relais. La ville des courtes distances, en densifiant les zones résidentielles dans des quartiers multifonctionnels, avantage les transports collectifs et favorise les circulations actives (vélo, marche) au détriment des déplacements effectués en voiture individuelle.

Déchets d'activités économiques (DAE)

Les DAE comprennent tous les déchets qui ne sont pas des déchets ménagers au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement : entreprises industrielles et du BTP, artisans et commerçants, services publics (écoles, administrations...), professionnels de santé (hôpitaux publics et cliniques privées, médecins...), services tertiaires, particuliers hors de leurs domiciles (déchets des établissements recevant du public, transports...).

Densité

Dans le secteur de l'aménagement durable, il s'agit du rapport entre l'effectif de la population d'une zone géographique et la superficie de cette zone. La densité est le plus souvent exprimée en individus par unité de surface (par exemple, habitants/km²). La densité exprime le rapport entre un indicateur quantitatif (démographie, nombre de logements, d'emplois...) et une surface d'étude donnée.

On peut parler de densité résidentielle (nombre de logements/Surface), de densité de population (nombre d'habitants/Surface), mais aussi de densité bâtie, densité d'activités économiques, densité d'équipements publics, densité d'espaces verts, etc.

La densité vécue correspond elle à la perception subjective des niveaux de densité propre à chaque individu.

Diagnostic prospectif

Un diagnostic prospectif présente une vision collective et systémique qui met en évidence les possibles dynamiques territoriales. Il est établi à partir des représentations, d'une rétrospective, de comparaisons avec d'autres territoires et de statistiques dynamiques. Il identifie les tendances qui paraissent influentes sur l'évolution du territoire.

Diagnostic territorial

Il s'agit de réaliser une « photographie » du territoire à un instant donné : les forces et faiblesses économiques, les attentes des populations, les dynamismes, les enjeux environnementaux, sociaux et culturels... Un diagnostic territorial peut se faire avec les services de l'État, les collectivités, les acteurs économiques, de la société civile et les citoyens.

Eaux grises

Eaux usées domestiques faiblement polluées (évacuation douche ou lavabo) pouvant être utilisées pour d'autres activités ne réclamant pas d'eau parfaitement propre, (évacuation des excréments, nettoyage véhicule, etc.).

Eaux noires

Également appelées « eaux vannes », les eaux noires sont les eaux domestiques contenant le sous-produit de la digestion (matières fécales et urines). Dangereuses pour la santé, elles nécessitent un traitement assainissant avant de pouvoir être restituées dans la nature.

Eaux pluviales

Terme utilisé pour les eaux de pluie après qu'elles ont touché le sol ou une surface construite ou naturelle susceptible de les intercepter ou de les récupérer (toiture, terrasse, chaussée, arbre, etc.).

Éco-citoyenneté

Concept demandant un comportement individuel ou collectif invitant à agir quotidiennement en observant les principes et les règles de préservation de l'environnement.

Écoconception

Intégration de la protection de l'environnement dès la conception des biens ou services. Elle a pour objectif de réduire les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie : extraction des matières premières, production, distribution, utilisation et fin de vie.

Écologie Industrielle et Territoriale (EIT)

L'écologie industrielle et territoriale (EIT) est un levier pour mobiliser les acteurs de terrain en faveur de la transition écologique. Elle se concrétise par la mise en commun volontaire de ressources par des acteurs économiques d'un territoire, en vue de les économiser ou d'en améliorer la productivité : partage d'infrastructures, d'équipements, de services, de matières... En proposant des solutions territoriales, coopératives et innovantes de gestion des ressources, l'écologie industrielle et territoriale transforme les systèmes de production et de consommation en favorisant les fonctionnements en quasi boucle fermée. Elle s'inscrit dans la démarche « réduire, réutiliser et recycler » de l'économie circulaire.

Énergies grises (ou intrinsèques)

Somme des énergies consommées lors du cycle de vie d'un matériau ou d'un produit: la production, l'extraction, la transformation, la fabrication, le transport, la mise en œuvre, l'entretien et enfin le recyclage.

Énergies renouvelables et de récupération (EnR&R)

Les énergies renouvelables sont les sources d'énergie considérées comme inépuisables à très long terme, et qui n'engendrent pas ou peu d'émissions polluantes. Parmi ces énergies se trouvent le solaire, la biomasse, le thermique, l'éolien, l'hydraulique, la géothermie.

Les énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) correspondent à la récupération des énergies renouvelables sur des équipements qui en émettent, dans une dynamique de valorisation des sources de chaleur. L'énergie récupérée de la chaleur générée par l'incinération de déchets en est une illustration.

Épannelage

En architecture, il désigne la taille et la forme générale que peut prendre un bâtiment en fonction des règlements d'urbanisme. Il est défini formellement par un graphique qui indique les lignes droites ou courbes dans lesquelles doivent s'inscrire les constructions de la zone urbaine. Il est appelé parfois «gabarit».

ESS (Économie Sociale et Solidaire)

L'ESS désigne un ensemble d'entreprises (coopératives, mutuelles, associations ou fondations) dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent: le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques.

Éviter, Réduire, Compenser (ERC)

La démarche ERC a pour objectif de limiter les atteintes à l'environnement, toutes thématiques confondues (biodiversité, air, bruit, eau, sol, santé des populations...). L'ordre de cette séquence traduit une hiérarchie: l'évitement est à favoriser comme la seule option qui garantisse la non atteinte à l'environnement. Ensuite sont réduites les atteintes qui ne peuvent pas être évitées. La compensation ne doit intervenir qu'en dernier recours, quand les impacts n'ont pu être ni évités ni réduits.

Externalité positive ou négative

Une externalité positive est une situation où un acteur bénéficie de l'action d'un autre sans en payer le coût financier.

C'est le cas d'un apiculteur qui, grâce à ses abeilles, participe à la pollinisation des arbres et des fleurs de l'arboriculteur le plus proche sans que ce dernier ne le rémunère.

Une externalité négative est une situation où un acteur est défavorisé par un autre sans recevoir de compensation.

Fab-Lab

Contraction de «laboratoire de fabrication», le Fab-Lab désigne un lieu ouvert au public où différentes sortes de machines et d'outils sont mis à disposition pour la conception et la réalisation d'objets.

Formes urbaines

À l'échelle du quartier, types d'organisation de l'espace, des configurations spatiales du bâti (manière dont sont disposés les éléments urbains dans l'espace) et des agencements spécifiques des espaces publics (proportion entre le sol bâti et le sol non bâti, voiries, places, espaces verts, etc.).

Gaz à effet de serre (GES)

Constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et réémettent le rayonnement infrarouge et contribuent à l'effet de serre. Les principaux GES émis par les activités humaines sont le dioxyde de carbone, le méthane et l'ozone. Ces émissions en excès dans l'atmosphère génèrent un réchauffement de celle-ci.

Gestion différenciée (GD)

Approche raisonnée de la gestion des espaces verts permettant une gestion plus respectueuse de l'environnement sans perte de qualité. Elle remet en question le tout horticole, sans toutefois le bannir.

Habitat Participatif

Reposant sur une démarche citoyenne: il permet à des groupes de personnes de construire leur logement et de partager un mode de vie écologique et communautaire, à moindre coût. Des réponses collaboratives à de nombreux enjeux de société peuvent être apportées (lien social, bien vieillir, pratiques écoresponsables et préservation de l'environnement, logement abordable, etc.).

Handicap

Toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant.

Îlot de chaleur urbain

Phénomène d'élévation de la température dans les environnements densément urbanisés lié principalement aux matériaux et à la forme des bâtiments, à l'occupation des sols, à la circulation du vent, au manque de végétaux en ville, et aux dégagements de chaleur liés aux activités humaines.

Il est particulièrement accentué dans les espaces très artificialisés.

Intensité urbaine

La notion d'intensité urbaine ajoute une dimension qualitative à la notion de densité urbaine en privilégiant la qualité sensible de la ville, la qualité environnementale, la diversité des usages, la présence des services de la vie quotidienne (commerces de proximité, écoles, services sociaux et publics), la possibilité d'y accéder par les mobilités actives ou les transports collectifs, etc.

Insertion viaire

Ensemble des voies de circulation qui desservent le projet, des plus importantes (autoroutes urbaines, boulevards...) aux plus modestes (venelles, rues privées, impasses).

Logistique du dernier kilomètre

Concept désignant le transport de marchandises en ville, à savoir la dernière étape de la chaîne de distribution des biens vers les consommateurs finaux. Cette étape représente un fort coût économique, social et environnemental si elle n'a pas été pensée en amont de la conception du quartier.

Métabolisme territorial

Moyen de mesure de la comptabilité des flux d'énergies et de matières (entrants et sortants) nécessaires au fonctionnement d'un territoire. Il compare les territoires à des corps vivants qui ont besoin de puiser des matières et de l'énergie qu'ils consomment, transforment puis excrètent.

Mixité intergénérationnelle

Cette mixité consiste à rassembler, dans des logements et plus largement des lieux de vie destinés à de jeunes étudiants et actifs et à des personnes âgées. L'objectif est de renforcer le lien social et les relations entre les générations (accessible aux enfants, étudiants, personnes âgées, actifs, familles). Elle favorise la transmission d'expérience et de savoirs entre personnes d'âges différents permettant un bénéfice mutuel.

Mixité fonctionnelle

Désigne le fait d'assurer, à toutes les échelles d'organisation du territoire, une diversité de fonctions nécessaires à la vie sur le territoire: résidentielles, activités économiques, loisirs, mobilités, services publics, équipements sportifs, culturelles, associations, etc.

Mixité sociale

Cohabitation, sur un même territoire, de personnes d'origines sociales et culturelles diverses ayant différents niveaux de revenus. Elle est facteur de cohésion et d'une société inclusive.

PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable)

Élément incontournable du Plan Local d'Urbanisme (PLU ou PLUi), il présente les objectifs et les orientations générales concernant le développement urbain, économique, social et environnemental d'une commune ou d'une communauté de communes durant une période donnée (10 à 20 ans).

Partie prenante

Est définie comme «partie prenante» d'un projet, «tout individu ou groupe ayant un intérêt dans les décisions ou activités d'une organisation.» (Source: ISO 26000, ISO, 2010).

Patrimoines

On en dénombre plusieurs catégories: les immeubles et les sites patrimoniaux (patrimoine immobilier), les documents et les objets patrimoniaux (patrimoine mobilier), le patrimoine immatériel (traditions et savoir-faire), les paysages culturels patrimoniaux, les personnages historiques décédés et les lieux et les événements historiques.

PCAET (Plan Climat-Air-Énergie Territorial)

Document de planification qui permet d'aborder la problématique climat-air-énergie et qui définit des objectifs pour atténuer et s'adapter au changement climatique, protéger et favoriser la biodiversité, améliorer l'efficacité et la sobriété énergétique et produire davantage d'énergies renouvelables et de récupération... Le PCAET se construit à l'échelle intercommunale ou métropolitaine et les PLU(i) doivent y être compatibles.

PEMD (Diagnostic Produit Équipement Matériaux Déchets)

Diagnostic permettant de déterminer la nature, la quantité et la localisation des matériaux et produits de construction et de s'assurer de réemployer ou réutiliser les produits, équipements, matériaux issus de travaux afin de pallier aux pénuries actuelles et à venir de matières premières.

Perméabilité du quartier

Désigne la possibilité de traverser un îlot ou un quartier de façon directe et efficace, par une diversité de modes de déplacement. La perméabilité résulte de la trame de rues, de sa hiérarchie et de sa forme, ainsi que de l'absence de barrières physiques entre les milieux.

PLU (Plan Local d'Urbanisme)

Document d'urbanisme à l'échelle d'une commune ou d'une intercommunalité (PLUi) qui définit les grandes orientations... Concrètement, il s'agit d'un document qui définit les grandes orientations d'aménagement sur la base du projet de la collectivité et régit la constructibilité du territoire (ambition et stratégies d'aménagement, formes des constructions, zones urbaines/à urbaniser/naturelles/agricoles).

PNACC (Plan national d'adaptation au changement climatique)

Parallèlement aux politiques d'atténuation du changement climatique, la démarche d'adaptation vise à en limiter les impacts inévitables et les dommages associés sur les activités socio-économiques et sur la nature. Les politiques publiques d'adaptation ont pour objectifs d'anticiper les impacts à attendre du changement climatique, de limiter leurs dégâts éventuels en intervenant sur les facteurs qui contrôlent leur ampleur et de profiter des opportunités potentielles.

Polarités existantes ou projetées

La notion de polarité urbaine décrit les effets spatiaux des villes sur les territoires environnants, leurs interactions avec les villes voisines. Souvent, la polarité allie une concentration géographique de fonctions urbaines (logements, activités, équipements, services) et des axes de communication efficaces vers l'extérieur. Ces éléments de performance territoriale génèrent des dynamiques d'attraction du pôle vers sa périphérie (flux d'emplois, de consommations, d'activités...).

Prévention situationnelle

Action qui vise à dissuader les potentiels auteurs d'actes de malveillance de passer à l'acte en intervenant sur l'environnement le plus en amont possible.

Réhabilitation des friches

Réhabilitation du foncier déjà artificialisé en zone urbanisée permettant de donner un nouvel usage à des zones délaissées sur lesquelles des travaux de réhabilitation du bâti ou, à défaut, de déconstruction et d'aménagement doivent être menés pour leur requalification, par exemple en zones d'activités ou en espaces naturels.

Repair-café

Atelier permettant de mettre en lien des personnes souhaitant réparer un objet et des structures du réemploi et des bénévoles formés à la réparation et au réemploi. Le Repair café peut être installé dans un lieu dédié comme une recycle-rie, ou faire l'objet d'ateliers ponctuels et itinérants.

Ressourcerie / recyclerie

Structure de réemploi/réutilisation qui récupère, revalorise et/ou répare et revend au grand public des biens usagés ou d'occasion sur un territoire.

Risques

Les politiques françaises de prévention des risques, qu'ils soient d'origine naturelle ou technologique, définissent le risque comme la probabilité d'occurrence de dommage compte tenu des interactions entre facteurs d'endommagement (aléas) et facteurs de vulnérabilité (peuplement, répartition des biens).

SCOPE 1, 2 et 3

Périmètre au sein duquel sont étudiées les émissions de gaz à effet de serre du projet.

Scope 1: émissions directes de gaz à effet de serre, issues de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon...).

Scope 2: émissions indirectes liées à l'énergie issues de la consommation d'électricité et des réseaux de chaleur/froid.

Scope 3: autres émissions indirectes, et représente en général la très grande majorité des émissions liées à l'activité.

SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale)

Document de planification du territoire sur le moyen-long terme (20 ans) qui s'applique à l'échelle d'un bassin de vie, d'emploi ou une aire urbaine.

Ce document prévoit un cadre de référence pour les questions d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement (énergie, climat et biodiversité notamment).

SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

Outil de planification prévu pour 6 ans pour assurer la gestion de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques. Ce schéma s'applique à l'échelle du grand bassin hydrographique (12 en France) et s'impose aux documents de planification (SRADDET, SCoT, PCAET, PLU...).

Il fixe des objectifs de moyen et de long terme en lien avec plusieurs thématiques: égalité des territoires, énergie, biodiversité, déchets, habitat, transports, qualité de l'air, etc.

Sobriété foncière

Démarche consistant à optimiser l'utilisation des espaces déjà urbanisés et à questionner les nouveaux besoins d'extension pour préserver au maximum les sols de l'artificialisation. Cela permet d'éviter de disperser l'habitat, les emplois, les services, allongement des déplacements ainsi que de préserver la biodiversité.

Solutions Fondées sur la Nature (SFN)

Actions qui s'appuient sur les écosystèmes et les services qu'ils rendent pour relever des défis qui se posent à nos sociétés. La nature et les écosystèmes favorisent la résilience face au changement climatique, aux risques naturels et à l'approvisionnement en eau, etc.

SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires)

Document de planification prescriptif mis en place par le conseil régional et qui s'impose aux documents locaux d'urbanisme (SCoT, PCAET et PLU notamment) qui doivent être compatibles avec celui-ci.

Il fixe des objectifs de moyen et de long terme en lien avec plusieurs thématiques: égalité des territoires, énergie, biodiversité, déchets, habitat, transports, qualité de l'air, etc.

SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique)

Document cadre qui sert de base pour les documents de planification. Il contient: un diagnostic des enjeux de biodiversité, une identification des trames vertes et bleues, la mise en place d'outils cartographiques et d'un plan d'action territorial notamment.

Il fixe des objectifs de moyen et de long terme en lien avec plusieurs thématiques: égalité des territoires, énergie, biodiversité, déchets, habitat, transports, qualité de l'air... Sauf exception, le SRCE est remplacé par le SRADDET qui constitue le document cadre à l'échelle régionale de définition et de mise en œuvre de la trame verte et bleue.

Trames vertes, bleues, brunes et noires | Trames écologiques

La trame verte et bleue est une démarche qui vise à maintenir, protéger et reconstituer des réseaux de milieux naturels où les espèces animales et végétales peuvent circuler et interagir afin qu'elles puissent assurer leur cycle de vie (s'alimenter, se déplacer, se reproduire, se reposer...) au même titre que l'homme.

Ces réseaux sont constitués des habitats (les «réservoirs de biodiversité») et des zones de déplacement des espèces («les corridors écologiques»).

L'ambition de cette démarche est d'inscrire la préservation de la biodiversité dans les politiques d'aménagement du territoire, notamment en intégrant ces trames dans les documents de planification.

Trame verte: milieux naturels terrestres.

Trame bleue: milieux aquatiques et humides.

Trame brune: continuité des sols vivants.

Trame noire: réseaux des espèces nocturnes. Cette démarche s'attache en particulier à la question de la pollution lumineuse.

Tri des 7/9 flux

Valorisation permettant la lutte contre le gaspillage de manière obligatoire pour 7 d'entre eux: papier/carton, métal, plastique, verre, bois, fraction minérale et plâtre; voire non-réglementaire: textile, biodéchets.

Urbanisme frugal

Façon d'aménager le territoire ayant pour ambition de faire mieux avec moins pour préserver les écosystèmes. Permettant de répondre aux besoins essentiels des habitants, il mobilise les ressources locales, matérielles et humaines: habitants, usagers, terrains disponibles, matériaux, technologies faiblement consommatrices d'énergie, etc.

Urbanisme tactique

Façon d'aménager temporairement et simplement le territoire via des aménagements mobilisables permettant de démontrer les possibles modifications de fonctionnalités d'un espace. Il mobilise souvent les ressorts de l'art et de l'évènementiel portés par des habitants et/ou des collectifs de personnes.

Urbanisme transitoire

Occupation de l'espace public ou privé par des aménagements et des activités pour une durée déterminée. Vecteur de dynamisme du quartier et de renforcement du lien social, on parle d'urbanisme «transitoire» parce que les projets accompagnent généralement un changement d'image, de fonction, d'usage, ou de statut d'un espace.

Zone à Faibles Émissions (ZFE)

Dispositif imposé pour les métropoles françaises les plus peuplées et encouragé dans les grandes agglomérations, dont la mise en œuvre est soutenue par l'État. Il vise à faire baisser les émissions de polluants afin d'améliorer la qualité de l'air et de garantir aux habitants de respirer un air qui ne nuise pas à leur santé.